

Research Article

L'INTÉGRATION RÉGIONALE EN AFRIQUE CENTRALE À L'ÉPREUVE DE LA CRIMINALITÉ TRANSFRONTALIÈRE AUX CONFINS DU CAMEROUN ET DE LA RCA

* Nteanjemgnigni Yaya

University of Maroua, Cameroon.

Received 04th December 2022; Accepted 05th January 2023; Published online 20th February 2023

RÉSUMÉ

Lors du sommet de Lagos (Nigéria) en 1981, les principaux leaders politiques de l'Afrique prirent l'option de procéder à l'intégration du continent à travers la construction des communautés économiques régionales (CER). Si ces dernières marquaient un point transitoire vers une intégration globale ou maximale du continent africain, il reste néanmoins que les blocs sous régionaux et régionaux, nés à Lagos, sont traversés par des fragilités et des vulnérabilités multiples. L'instabilité politique, la prolifération des groupes politico-militaires et des bandes militaro-criminelles diluent les efforts des États dans leur propension à construire des interfaces stratégiques, économiques et, au demeurant, politiques. Pour rendre intelligible l'implication de la criminalité organisée transfrontalière sur l'intégration régionale en Afrique centrale, le travail s'adosse sur une posture théorique transnationaliste avec ses effets sur les concepts d'États minimaliste, d'États fragiles ou quasi-États. Il résulte des investigations que la criminalité organisée transfrontalière est un frein à l'élan intégrationniste des économies de la sous-région Afrique centrale. Et, le phénomène criminel transnational, le banditisme politique en RCA et le mercenariat militaire qui se prolifèrent sur les périphéries nationales ont amené le Cameroun à accroître ses capacités militaires de surveillance des frontières, à optimiser sa vigilance stratégique et à construire une attitude diplomatique-sécuritaire méfiante à l'égard de la RCA.

Mots clés: intégration sous régionale, marchés frontaliers, criminalité transfrontalière, Cameroun, RCA.

INTRODUCTION

Depuis les indépendances, la sous-région d'Afrique Centrale est engluée dans une turbulence sécuritaire due aux multiples coups d'État, aux mutineries, à la prolifération des groupes politico-militaires et à l'errance des bandes militaro-criminelles aux confins des États. Parmi les « États faillis » (Michaïlof, 2011), « quasi-États » (Jackson, 1990) ou « États échoués » (Didier et Marret, 2021) dont l'instabilité institutionnelle est un vecteur de diffusion de la menace criminelle transfrontalière, dans la sous-région Afrique centrale, l'on enregistre la République Centrafricaine, le Tchad et plus loin la République Démocratique du Congo. La rémanence des « souverainetés périphériques »¹ dans lesdits pays, contrôlées par des bandes politico-militaires, expose la sous-région entière aux risques d'inflation d'actes criminalo-politiques déstabilisateurs. Dès lors, le Cameroun, situé du point de vue géopolitique à l'intersection de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et de la Communauté économique et douanière des États de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO), est l'espace de convergence des effets d'insécurité régionale. Il s'agit, notamment des effets induits par la crise de Bokoharam/ISWAP à l'Extrême-Nord, les guerres centrafricaines à l'Est et dans l'Adamaoua et la menace de piraterie maritime dans le golfe de Guinée. L'instabilité politique récurrente, en RCA, combinée à la prolifération des groupes politico-militaires et des mercenaires, impactent, fortement, la situation sécuritaire dans les régions de l'Est, du Nord et de l'Adamaoua au Cameroun. Les effluves des guerres centrafricaines se manifestent sur les marges

frontalières du Cameroun par l'entremise du phénomène des prises d'otages avec exigence de rançon, la présence des « coupeurs de route »², le trafic des armes et des munitions, le trafic des êtres humains et des espèces protégées, l'exploitation et la commercialisation illégales des mines d'or et de diamant et le vol de bétail. Outre les guerres centrafricaines et ses répercussions sur les confins des deux États, l'on observe, au point de vue stratégique, une faible territorialisation du pouvoir monopolistique de l'État du Cameroun sur sa périphérie nationale. En effet, la territorialisation est une dynamique géopolitique qui renvoie à la transformation d'un espace plus ou moins indéfini et hétérogène, en un territoire contrôlé par un pouvoir d'État monopolistique (Balibar, 2005 :5). Dans le même registre, Debarbieux (2009) voit en la territorialisation un ensemble d'actions, de techniques, de dispositifs d'action et d'information qui façonnent la nature, l'espace ou une portion de l'espace en vue d'un projet territorial. L'espace frontalier, identifié comme portion du territoire, est à la fois un enjeu de pouvoir politique et un enjeu de la coopération entre États du fait de l'imbrication des acteurs et des flux transnationaux inhérents. De ce fait, l'espace frontalier est une construction géopolitique qui fixe les bases des principes managériaux de la périphérie nationale, d'une part, et de la gestion de la coopération transfrontalière, d'autre part. La frontière est, selon Durant (2014 :6) : « un marqueur identitaire à partir duquel on unifie, codifie et établit son empreinte spatiale, comme un symbole d'affirmation de son pouvoir à travers lequel il impose un contrôle de la société et filtre les flux entrant et sortant, et comme un garant de sa souveraineté dans le but de légitimer son action et d'ancrer son projet de territoire sur l'espace ».

Outre le concept de territorialisation qui permet d'analyser les faiblesses du pouvoir monopolistique de l'État du Cameroun sur ses

¹ Les « souverainetés périphériques » sont des espaces non territorialisés par le pouvoir politique institutionnel dans un État. Ce sont des espaces territoriaux passés sous le contrôle d'un groupe politico-militaire et soumis à l'exploitation abusive des ressources destinées au trafic illicite. La RCA s'identifie dans cette caractérisation, car chaque groupe armé dispose d'un espace de prédation à la périphérie de Bangui. La proximité desdits espaces de « souveraineté périphériques » à la frontière du Cameroun génère des infiltrations des rebelles centrafricains sur le territoire national et facilite les prises d'otages avec demande de rançon.

² Les « coupeurs de route » renvoient à une modalité de banditisme rural qui consiste à tendre les embuscades sur les routes principales, secondaires et pistes par des bandits de grand chemin en vue de dépouiller les voyageurs. À ce sujet, il faut lire Saïbou Issa, 2004, « L'embuscade sur les routes des abords sud du lac Tchad », *Politique africaine* 2004/2(n°94), pp. 82-104.

marges frontalières orientales, l'étude s'inscrit également dans le champ des *border studies*. Dans un tel courant théorique, l'intégration transfrontalière ou régionale repose généralement sur des approches dites linéaires et séquentielles³. Dans la littérature, le concept de *bordering*⁴ est défini comme « le processus de construction, déconstruction, reconstruction continue de la frontière à travers les discours et décisions politiques, les représentations et les productions culturelles, éducatives et artistiques » (Kolossoff et al., 2012). Caractérisé par le *de-bordering* et le *re-bordering*, le concept transfrontalier s'inscrit désormais dans un cadre théorique transnationaliste. James Roseneau, l'un des penseurs les plus marquants de ce courant, développe l'idée qu'avec la mondialisation et la « transnationalisation »⁵, nous sommes entrés dans une ère de « turbulence mondiale » (Roseneau J., 1990). Dans ses réflexions théoriques, Samy Cohen pense que le système interétatique ne constitue plus le pivot central de la vie internationale (Samy Cohen, 2005). Il met un accent sur les acteurs non étatiques devenant les déterminants principaux de la politique étrangère. Dans le même courant, Bertrand Badie (1998) pense à la « revanche de la société civile » sur l'État, ce dernier lui apparaissant comme de plus en plus « défié par les acteurs primordialistes subnationaux (clans, ethnies, minorités qui s'érigent en « peuples » ou transnationaux (mouvement pan-religieux ou pan-linguistiques) ». Aussi entrons-nous dans « un monde sans souveraineté » (Bertrand Badie, 1999). Si ces différents courants théoriques sont féconds dans l'analyse des questions de transfrontalité, de transnationalité et l'émergence des nouveaux acteurs régionaux et internationaux dans le champ préalablement exclusif aux États souverains, l'on relève, néanmoins, une hypostasie du rôle du « monde multicentré ou du « monde sub-étatique » (Roseneau, 1990) dans l'étude de la vie internationale. La mondialisation et l'émergence des nouveaux acteurs, notamment les groupes politico-militaires, les bandes criminelles transfrontalières, les mercenaires et les trafiquants de toute sorte, dans le cas échéant, ne vident pas complètement l'État de sa substance monopolistique de la violence légitime. La criminalité transfrontalière serait, dans notre contexte d'étude, un catalyseur du renforcement de l'intégration régionale. Aussi seraient-ils un phénomène qui invite l'État à se réinventer par l'entremise de l'ajustement de ses capacités opérationnelles de contrôle et de surveillance en vue d'inscrire son pouvoir monopolistique sur l'ensemble de son territoire national. Pris sous cet angle, l'instauration de l'anarchie et du « business conflit model » aux confins du Cameroun et de la RCA interpellent lesdits États à une convergence des politiques sécuritaires communes. Dès lors, la réflexion convoque l'implication du déterminant de la criminalité transfrontalière sur la construction de l'intégration régionale en Afrique Centrale. Dès lors, en quoi la criminalité transfrontalière peut-elle être à la fois un déterminant de la fragilité de l'intégration régionale entre le Cameroun et la RCA et un facteur propulseur de la coopération sécuritaire ?

Pour apporter des réponses à cette question, la démarche méthodologique consiste en la collecte des données empiriques dans les régions de l'Adamaoua et de l'Est Cameroun. Basée essentiellement sur des entretiens oraux, des focus groups et

l'observation, la démarche de l'enquête orale permet d'interroger les victimes de la criminalité transnationale, les autorités locales en charge de l'implémentation de la politique des frontières et quelques pratiquants de la frontière. En plus de la collecte des données orales, nous avons fait une recherche documentaire critique sur le phénomène étudié. Cela a permis d'organiser les résultats obtenus sur deux axes principaux, notamment l'implication de la prolifération des groupes politico-militaires centrafricains dans la rémanence des prises d'otages dans l'Adamaoua et l'Est Cameroun et l'ajustement du dispositif sécuritaire du Cameroun pour une nouvelle dynamique d'intégration régionale.

Prolifération des bandes politico-militaires et rémanence du phénomène des prises d'otages aux confins du Cameroun et de la RCA

Lorsque Ange Felix Patassé céda le pouvoir à la suite d'un coup d'État militaire le 15 mars 2003, nul ne pouvait prédire que la République Centrafricaine allait s'installer dans une longue instabilité politique combinatoire des mutineries, des guerres civiles, des rébellions et des groupes politico-militaires. L'une des conséquences tragiques des convulsions politiques de la RCA se matérialise par la déterritorialisation du pouvoir monopolistique de l'État et la multiplication des « souverainetés » périphériques sur ses marges territoriales. La perte du monopole de la contrainte physique légitime, l'errance des « libérateurs » qui accompagnèrent François Bozizé au pouvoir en 2003 et la professionnalisation des seigneurs de guerre dans l'exploitation des ressources naturelles ont fortement fait de la RCA une terre de refuge des « bandes armées en divagation »⁶, un territoire de prédation et un espace privilégié des trafics illicites les plus déshumanisants. Devenue un « État failli » à partir de 2013, la RCA apparaît, du point de vue géopolitique, comme un « cadre d'allégeance territoriale dépassé » (Laroche, 1998 :87). En effet, la démonopolisation de la contrainte physique légitime et la déterritorialisation du pouvoir politique institutionnel en Centrafrique appellent ce que Josépha Laroche (1998) décrit comme un « État mis en échec ». La mise en échec de l'État centrafricain par les groupes politico-militaires va jusqu'à la remise en cause de ses fonctions sécuritaires les plus classiques. Il est défié dans son monopole de la violence physique légitime, mais aussi dans son aptitude à préserver et à contrôler la valeur des richesses nationales. Dès lors, la prolifération des menaces sécuritaires infra-étatiques contribue à l'érosion, non seulement de l'État centrafricain, mais aussi inhibe ses capacités stratégiques de projection sur la scène internationale, vecteur de la construction de l'intégration régionale. Cette partie de la réflexion se penche sur la prolifération des groupes politico-militaires et des bandes militaro-criminelles centrafricains qui rendent inopérant les stratégies d'intégration régionale en Afrique Centrale.

Prolifération des groupes politico-militaires et des bandes criminelles aux confins du Cameroun et de la RCA

D'après une étude menée par Thierry Vircoulon, en 2000, l'on dénombrait, en Centrafrique, 10 groupes armés en 2015, 14 en 2017 et 17 en 2018 (Vircoulon, 2000 :p.8) Cette évolution de l'écosystème des groupes politico-militaires, en territoire centrafricain, est due à la dynamique de la scissiparité des anciennes factions rebelles⁷. En

³Frédéric Durant et O. Martinez (1994) catégorisent les espaces frontaliers sous l'angle des interactions économiques : alienated borderlands ; co-existent borderlands ; interdependant borderlands ; integrated borderlands. K.-J., Lundquist et M. Tripp, 2009, proposent à leur tour une approche linéaire et séquentielle avec trois piliers : weakly integrated ; semi-integrated ; strongly integrated. K. J., Lundquist et M., Tripp, 2009, *Towards cross-border innovation spaces. A theoretical analysis and empirical comparison of the Oresund region and the Centrope area*, SRE-Discussion Paper 05, Vienna.

⁴Deux concepts sont associés au *bordering* : le *de-bordering* explique les tendances à l'accentuation des effets frontière alors que le *re-bordering* révèle les tendances à la décélération des effets frontière.

⁵A lire sur la question Nye S.J., et Keohane R., (éds.), 1971, *Transnational Relations and world politics*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press.

⁶C'est le cas de l'Armée de Libération du Seigneur qui s'était installée au Nord-est de la Centrafrique. Ledit groupe politico-militaire s'est mué au cours de la quête d'un espace de prédation en bande criminelle organisée vivant principalement de racket des passagers, des embuscades contre des commerçants et de l'exploitation des ressources fauniques, halieutiques, minérales, etc.

⁷En 2020, l'on observait en territoire centrafricain la présence des groupes politico-militaires suivants : FPRC, RPRC, UPC, MLJIC, UFRF, UFR, R&J (représentée par

effet, la logique de la scissiparité des groupes politico-militaires explique par des antagonismes liés au partage des ressources de prédation et l'autonomisation financière des nouveaux leaders dans l'entrepreneuriat de la rébellion⁸. Outre les motivations d'ordre économique et la volonté d'autonomie, le paysage politico-militaire centrafricain obéit également à la logique communautaire caractéristique de la cartographie politique de la RCA. Ainsi observe-t-on, à la lisière de la frontière Cameroun-RCA, le Front Populaire pour le Redressement de Baba Laddé (au départ groupe d'auto-défense) et qui est à l'origine de l'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC)⁹, les 3R (Retour, Réclamation et Réhabilitation de Sidiki Abass) et la coalition Siririki opèrent pour le compte de la communauté peule. Dans le département de l'Ouham-Pende, les ex-anti-balaka se sont mutés en Armée Populaire pour la Restauration de la Démocratie (APRD) de Jean-Jacques Demafouth. Ils agissent pour le compte de la communauté gbaye. À Kouli, Niem et Bocaranga, localités centrafricaines situées le long de la frontière camerounaise, étaient placées sous le contrôle d'un groupe politico-militaire, notamment la Révolution Justice (RJ) et divisé entre deux leaders Arnel Sayo et Belanga (Vircoulon, 2020 :p.20). Le contrôle des zones diamantifères, aurifères, des routes commerciales et des couloirs de transhumance entre le Tchad, la RCA et le Cameroun, par les groupes politico-militaires, a permis de faire une requalification de la guerre centrafricaine. Il s'agit, désormais, d'une crise de la redistribution de la richesse nationale entre les acteurs prépondérants de la vie politique. De ce fait, la compétition pour le contrôle d'espaces économiques stratégiques devient l'un des déterminants de la compréhension de l'écosystème des bandes armées en Centrafrique. Et qui plus est, les routes qui relient la RCA au Cameroun étaient, avant l'intervention du groupe russe Wagner¹⁰, contrôlées par le Mouvement Nationaliste pour la Libération de la Centrafrique (MNLK). Le 10 juillet 2017, les éléments dudit groupe armé s'étaient emparés du poste frontière du Bang (du côté du Cameroun) ; ce qui avait conduit les autorités camerounaises à fermer la frontière. La fermeture de la frontière a eu comme conséquence la baisse drastique des échanges commerciaux transfrontaliers. D'après les données orales recueillies dans les villes frontalières de Mbaïboum, de Yarang et de Garoua-Boulai, les axes routiers du commerce transfrontalier, du côté centrafricain, étaient placés sous l'autorité des groupes armés. Il en est ainsi des routes de Berberati, Amada Gaza et Nola¹¹. Il en résulte de ces blocages que le corridor régional Douala (Cameroun) et Bangui (RCA) était coupé en provoquant la grève des camionneurs. Aussi, la milicianisation de l'économie diamantifère, aurifère, pastorale et contrebandière entre les 3R de Sidiki (Peul) et les anti-balakadu général Ndalé (Gbaya) avait transformé les confins du Cameroun et de la RCA en un espace stratégique où se jouait l'essentiel du devenir du pouvoir en RCA, ceci du fait des avantages économiques que confèrent les ressources naturelles dans le financement des opérations militaires. Entre 2015 et 2017, le groupe Anti-Balaka du général Ndalé aurait volé plus de

4000 têtes de bétail chez les éleveurs peuls (Vircoulon, 2020 :p.20). Parmi les groupes politico-militaires les plus anciens et opérant sur les lisières de l'inter-territorialité du Cameroun et de la RCA, l'on note le Front Démocratique Populaire Centrafricain (FDPC) d'Abdoulaye Miskine. Groupe rebelle du côté centrafricain et bande criminelle transfrontalière du côté camerounais, le FDPC est spécialisé dans l'exploitation de l'or, du diamant et l'organisation des embuscades sur le corridor Garoua-Boulai et Bangui. Il s'était installé dans le département centrafricain de la Nana Mambéré. Unité administrative centrafricaine adossée sur la frontière camerounaise, le département de la Nana Mambéré est l'une des plates-formes de l'économie criminelle transfrontalière aux confins du Cameroun et de la RCA. En effet, depuis 2003, date de l'accession de François Bozizé au pouvoir, à la suite d'un putsch militaire, la régionalisation du banditisme rural en Afrique centrale s'estopée du fait des « bandes armées en divagation »¹² et de l'échec des politiques publiques militaires de désarmement, de démobilisation et de réinsertion engagées au Darfour, au Tchad et en Centrafrique¹³. La professionnalisation du banditisme rural par l'entremise des militaires désertés, des braconniers soudanais rompus à la gâchette et des mercenaires en errance constitue un défi stratégique pour l'intégration sous régionale en Afrique Centrale. De ce fait, l'un des grands enjeux stratégiques de l'intégration régionale en Afrique centrale passe par la stabilité des institutions politiques des États et la réinvention d'une technologie militaire transnationale en vue de juguler les pulsions criminelles. En outre, les espaces frontaliers qui constituent une sorte d'interface dans la construction de l'intégration régionale sont, aujourd'hui, tenus par des mouvements rebelles du côté de la RCA. Le cas du FDPC d'Abdoulaye Miskine est illustrateur. Opposant politique au régime de François Bozizé à Bangui entre 2003 et 2013 et entrepreneur invétéré du banditisme rural à l'Est et dans l'Adamaoua (Cameroun), Abdoulaye Miskine avait fait des espaces frontaliers, son domaine de prédation, de trafic de l'or et du diamant du sang¹⁴. Arrêté par les Forces de maintien de l'ordre (FMO) camerounaises à Bertoua puis libéré à la suite des tractations politiques, Abdoulaye Miskine se présente comme l'une des figures emblématiques qui allie politique et banditisme dans l'entrepreneuriat de conquête du pouvoir. À la faveur de la déliquescence de l'État Centrafricain, certains partis politiques deviennent à la fois des groupes politico-militaires et des organisations criminelles ; le tout restructuré sur la base des logiques communautaires. Les groupes d'auto-défense communautaires¹⁵, nés de l'incapacité de l'État Centrafricain à assurer aux populations un minimum de garantie sécuritaire, se sont mutés, au gré de la conjoncture politique interne, soit en groupes politico-militaires, soit en bandes militaro-criminelles.

¹²Parmi les groupes armés en divagation dans les espaces désertés ou dans les zones grises, l'on note la présence de l'armée de résistance du seigneur et les « ex-libérateurs » entrés en RCA à la faveur du putsch militaire de 2003. Les ex-libérateurs sont composés des mercenaires, des soldats déflatés du Tchad et du Soudan et des rebelles issus de la marche de Bozizé François vers le palais de Bangui.

¹³Les politiques de restructuration des armées tchadiennes, centrafricaines et soudanaises avaient jeté dans le marché criminel régional, des professionnels des armes qui se sont mués en mercenaires et en bandits de grand chemin. La démobilisation de certains soldats des armées tchadiennes et centrafricaines a fortement contribué à la saturation du marché du crime dans la sous-région Afrique Centrale.

¹⁴Le diamant du sang renvoie aux ressources minières exploitées par les groupes politico-militaires et des organisations criminelles et commercialisées à travers des réseaux illicites de la contrebande. Les moyens financiers générés par cette activité illégale du commerce international permettent de financer les entreprises terroristes. Le rapport des Nations-Unies sur la RCA incrimine les groupes rebelles et apportent des éclaircissements sur l'utilisation de cet argent. À lire le Rapport 2196 (2015) adopté par le Conseil de Sécurité à sa 7366 séance, le 26 janvier 2015.

¹⁵C'est le cas du groupe d'auto-défense peul contre les attaques des ex-anti-balaka qui est muté en 3R et placé sous le commandement du chef militaire Sidiki. Avec la persistance de la pression criminelle des anti-balaka du chef militaire Ndalé sur le bétail, les Peuls ont créé un groupe d'auto-défense pour sécuriser les couloirs de transhumance. Ce groupe d'auto-défense communautaire a donné lieu à deux groupes politico-militaires, notamment les 3R et l'UPC.

deux tendances), SELEKA RENOVEE, FDPC, MPC, 3R, la faction MOKOM des Anti-Balaka et la Coordination des Anti-Balaka.

⁸Marielle Debos apporte des précisions les plus détaillées dans le cas de l'écosystème de la rébellion tchadienne. Il faut lire M., Debos, 2013, *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, Paris, Karthala.

⁹L'unité pour la paix en Centrafrique (UPC) est un mouvement politico-militaire fondé le 25 octobre 2014 et issu d'une scission au sein de la Seleka. Il est dirigé par Ali Darassa Mahamat qui affirme défendre les éleveurs de la communauté peule musulmane. Il contrôlait de nombreux gisements miniers et les pistes de transhumance du bétail sur pieds entre le Tchad, la Centrafrique et le Cameroun.

¹⁰Depuis la fin d'année 2020, la société privée de sécurité russe, dénommée Wagner, est intervenue en RCA pour aider le gouvernement du président Faustin Archange Touadera à rétablir la souveraineté de l'État sur l'ensemble du territoire national. Cette intervention de Wagner a mis fin à la longue tradition de partenariat défense entre la France et la RCA.

¹¹Synthèse des données orales recueillies à Mbaïboum, Yarang et Garoua-Boulai entre les mois de septembre et de novembre 2021.

Pour nourrir les troupes et acquérir des nouvelles armes automatiques, les anciens groupes d'auto-défense communautaires organisent des embuscades sur les routes commerciales et les prises d'otages dans les villages camerounais situés à la lisière des frontières orientales¹⁶. C'est le cas de l'attaque de Gbiti, le 16 novembre 2013, par un groupe armé de la RCA et ayant fait deux morts et deux blessés. Une deuxième attaque a été enregistrée à Ondiki dans l'arrondissement de Ketté. Elle avait fait trois morts du côté des Forces de défense du Cameroun et de nombreux blessés civils (Mahamat Ahmed Kotoko, 2020 :p.21).

Au-delà des groupes politico-militaires formellement constitués sur des bases communautaires et parfois sur la base des solidarités transcommunautaires, la galaxie criminelle des confins du Cameroun et de la RCA s'est enrichie des désertés de la FACA (Forces Armées Centrafricaines), des « ex-libérateurs » (Saïbou Issa, 2006) d'origine tchadienne et soudanaise, des mercenaires, des braconniers et des désengagés de l'armée soudanaise en errance dans les périphéries nationales du Cameroun, du Tchad et de la Centrafrique. Le marché criminel de l'Afrique Centrale s'est enrichi, du fait de la persistance des crises politiques, des nouveaux acteurs, d'un nouvel équipement militaire de plus en plus sophistiqué et d'une capacité de planification stratégique d'occupation des espaces utiles au niveau des périphéries territoriales. Dans un tel contexte de professionnalisation et de spécialisation des organisations criminelles, l'intégration régionale devient une gageure puisque la multiplication des factions rebelles engendre des attitudes diplomatiques ambivalentes et parfois méfiantes entre les États. La concaténation des groupes rebelles et criminels centrafricains a produit, depuis au moins 1979, année de l'opération CABAN qui précipita la chute de Bokassa 1^{er}, un transbordement de leurs effets dévastateurs sur le territoire camerounais. L'une des modalités la plus meurtrière et la plus dévastatrice en matière d'économie est la prise d'otage avec exigence de rançon.

Instabilité centrafricaine et prises d'otages avec exigence de rançon dans l'Adamaoua, le Nord et l'Est du Cameroun

L'une des formes criminelles la plus dévastatrice qu'a connu l'Adamaoua, le Nord et l'Est du Cameroun est le phénomène des prises d'otages avec exigence de rançon. Des raids précoloniaux organisés par des cavaleries peules au vol du bétail en passant par les « coupeurs de route », l'activité criminelle n'ajamais été aussi prospère et fleurissante dans l'Adamaoua et l'Est Cameroun. Pris dans les mailles des groupes politico-militaires centrafricains, des entrepreneurs du crime organisé, des bandes occasionnelles du crime et des individus armés en petits groupes, les localités situées aux confins du Cameroun et de la Centrafrique payent le tribut le plus lourd de la faillite de l'État Centrafricain. L'effort de l'État du Cameroun, à travers le déploiement des forces spéciales (Bataillon d'intervention rapide (BIR), Bataillon intervention motorisée (BIM) et le Groupement polyvalent d'intervention de la gendarmerie (GPIG) a amené les « démons de la désorganisation »¹⁷ a adopté une nouvelle technologie du crime transfrontalier. En effet, en menant une réflexion érudite sur les mutations du phénomène criminel dans le bassin du lac Tchad, Saïbou Issa écrit : « la saturation du marché criminel du fait de la prolifération des bandes et l'efficacité des mesures de répression mises en œuvre d'abord par le Groupement polyvalent d'intervention de la gendarmerie (GPIG) puis par le Bataillon d'intervention rapide (BIR), ont poussé l'entreprenariat criminel à

muter vers les prises d'otages » (Saïbou Issa, 2014). La persistance des anciens conflits intercommunautaires et l'émergence des nouvelles menaces symétriques, dissymétriques et asymétriques, en Afrique Centrale, sont génératrices des nouveaux combattants et de la prolifération des armes de guerre. L'enchevêtrement de ces facteurs produit la professionnalisation de l'activité criminelle qui devient, au regard des dynamiques convergentes des États de la région, un défi stratégique pour l'intégration régionale. L'un des secteurs le plus prolifique dans la galaxie criminelle transfrontalière est l'activité des preneurs d'otages avec exigence de rançon. Les effets de la rémanence de la conflictualité centrafricaine se manifestent à travers des attaques des groupes rebelles, le prélèvement du bétail et les enlèvements des riches éleveurs et agriculteurs avec exigence de la rançon au Cameroun. Nées à partir de 2003 dans le Nord-ouest de la RCA, les prises d'otages avec exigence de la rançon se sont étendues au Cameroun à partir de 2004. Aussi, les crises centrafricaines ont mis sur le marché criminel national et transnational des bandes armées aguerries avec un matériel militaire adéquat. Les unités administratives camerounaises de Martap, Nyambaka, Nghanha, Belel, Ngaoui, Djohon dans l'Adamaoua, les localités d'Ourou-Souley, Mbaïboum, Touboro dans le Nord et les arrondissements de Ketté, Kenzou, Garoua-Boulai, Gbiti et Ondiki, JebeMborongo, Mborguene, BetareOya et Nandougue dans la région de l'Est portent un lourd fardeau en termes de kidnapping et de paiement de rançons¹⁸. La litane nécrologique liée au phénomène de kidnapping est rentrée dans la banalité du quotidien des populations. À BiOsora, Alhadji Djafarou, éleveur et commerçant de bétail a été enlevé par les mafrats en mai 2015. Sa famille a dû payer une somme de 22 millions aux ravisseurs pour sa libération. Dans la même foulée, Ismaila Nana, Aboubakar Sidiki, Mohamadou Bassirou et Abdoul Aziz étaient enlevés en décembre 2015. Pour leur libération, leurs enfants ont vendus les troupeaux de bœufs afin de réunir la rançon de 11 millions exigée par les preneurs d'otage. Le DjawroMaama de Mberem et Nana Ibrahim de la même localité ont dû payer aux ravisseurs pour le premier la somme de deux millions et pour le second le montant de 10 millions¹⁹. Les enquêtes de terrain ne font pas l'économie des cas des personnes enlevées et libérées à la suite du paiement des sommes d'argent importantes. Le tableau ci-après fait un bilan sommaire des actes de la criminalité transfrontalière liés au kidnapping et au paiement de la rançon dans l'Adamaoua, le Nord et l'Est du Cameroun.

Tableau 1 : récapitulatif de quelques actes de prise d'otages dans l'Est, l'Adamaoua et le Nord Cameroun entre 2018 et 2019

Régions	Nombre d'individus kidnappés	Nombre de rançons payées recensées	Nombre de personnes tuées	Montant des rançons payées
Adamaoua	655	249	87	724 670 350 FCFA
Nord	426	113	52	392 200 000 FCFA
Est	132	20	14	5 030 000 FCFA
Total	1213	382	153	1 121 900 350 FCFA

Sources : tableau réalisé par l'auteur à partir des données des enquêtes de terrain

¹⁶ Synthèse des enquêtes orales recueillies sur le terrain entre les mois de septembre et de novembre 2021.

¹⁷ Nous appelons « démons de la désorganisation », l'ensemble des entrepreneurs du crime, des trafiquants illégaux des ressources naturelles et des factions rebelles qui vivent et financent leurs activités avec le produit du banditisme.

¹⁸ Pour avoir un panorama des prises d'otages avec exigence de rançon, il faut lire le rapport de l'Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en savane du 4 février 2019 intitulé « L'insécurité en milieu pastoral : cas spécifique des éleveurs de bovins au Cameroun ».

¹⁹ Entretien avec Mohamadou Abbo le 28 septembre 2021 à Ngaoundéré.

À la lecture dudit tableau, il se dégage le constat selon lequel l'activité criminelle, notamment les prises d'otages avec exigence de rançon est devenue un facteur de paupérisation de la zone rurale et des villages frontaliers. Le bradage des ressources essentielles de survie pour libérer les personnes kidnappées est à l'origine des nouveaux conflits entre communautés. C'est le cas des conflits entre Gbaya et Peul en RCA avec un transbordement dans les villages aux confins du Cameroun. Il ressort du tableau ci-dessus que la région de l'Adamaoua est la plus sinistrée. En deux ans, à savoir entre 2018 et 2019, les preneurs d'otages ont kidnappé 655 personnes. Le total des rançons payées pour la seule région de l'Adamaoua s'élève à 724 670 350 FCFA. La région du Nord talonne l'Adamaoua avec 426 personnes kidnappées, 113 rançons payées, 52 personnes tuées et 392 200 000 FCFA payés aux ravisseurs. Dans les villages frontaliers de l'Est Cameroun, 132 personnes ont été enlevées et 5 030 000 FCFA payés aux kidnappeurs. Au total, les rançons payées dans les trois régions s'élève à 1 121 900 350 FCFA. Ces chiffres sont approximatifs, car il existe des cas d'enlèvement encore inconnus et non recensés. L'ensemble des rançons payées entrerait, pour une grande part, dans le financement du conflit centrafricain. Au nombre de personnes tuées, soit lors des opérations de prise d'otages, soit lors de leur captivité, il faut ajouter un nombre important des bêtes décimées dans les pâturages par les bandes armées. À Martap, Nyambaka, Ngan-ha, Belel et Ngaoundéré dans le département de la Vina (Cameroun), l'Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en Savane (APESS) dénombre 13.969 bêtes de bœufs décimées par les preneurs d'otages. Cela a un fort impact sur les échanges transfrontaliers du bétail et la disparition des marchés à bétail frontaliers. Les convois du bétail sur pieds, autrefois fleurissant entre le Tchad, le Cameroun et la Centrafrique, est pratiquement impossible du fait du blocage des couloirs de transhumance transfrontalière par des groupes politico-militaires et des bandes criminelles présents en RCA. Certains éleveurs résilients ont migré vers les espaces sécuritaires plus cléments, notamment vers le Nigéria et le Tchad. Le tarissement des ressources frontalières et le déclin des échanges commerciaux inhibent les efforts des États sur le chemin de la construction de la prospérité partagée et l'édification des plateformes économiques sous régionales. Outre les conséquences du phénomène des prises d'otages sur la déstructuration des plates-formes d'échanges frontaliers et transfrontaliers, la criminalité, aux confins du Cameroun et de la RCA est devenue une source de financement des groupes politico-militaires et des bandes criminelles transfrontalières. Les sommes d'argent importantes, arrachées aux familles par l'entremise des enlèvements d'individus, permettent d'acquérir des armes et de nourrir les troupes sur le terrain de la guerre. Voilà pourquoi les bandes militaro-criminelles et les groupes politico-militaires centrafricains se sont projetés vers l'extérieur et, notamment vers le Cameroun pour développer des coopérations avec des gangs locaux et constituer, de manière conjointe, une mégalopole du crime transfrontalier. C'est dans une telle perspective que Kolossov et *al.* écrivaient : « le phénomène de la mondialisation couplé au processus de *rescaling* ont conduit à une importance croissante de ces régions transfrontalières en espaces prédominants où les enjeux économiques et politiques sont considérables (Kolossov *et al.*, 2012, cité par Durant, 2014). Au total, la prolifération des bandes militaro-criminelles et des groupes politico-militaires, d'une part, et l'emprise du phénomène du kidnapping avec exigence de rançon, d'autre part, aux confins des *border spaces*²⁰ et *cross border regions* sont devenues les déterminants géopolitiques de la construction des plateformes d'intégration régionale. Depuis 2003, années d'entrée en

activités des « ex-libérateurs », les démobilisés des armées tchadiennes, centrafricaines et soudanaises à la suite des politiques de compression des effectifs militaires amorcées en 1993, l'installation de la LRA et le FDPC, les confins du Cameroun et de la RCA sont entrés dans une instabilité combinatoire des pillages des ressources, de persistance des « coupeurs de route », de trafic à outrance du matériel militaire en l'occurrence les armes de guerre et de munitions, la contrebande et la contrefaçon. À cet écosystème criminel déconcertant, vient se greffer le kidnapping. Le contrôle des axes routiers transfrontaliers du côté centrafricain par les rebelles et la prégnance des embuscades contre les commerçants du côté du Cameroun ont fortement impacté le volume des échanges et ralenti l'élan de la construction des liens de solidarité économique entre les deux pays.

Impacts de la pression criminelle sur les plates-formes d'échanges transfrontaliers et nécessité de construction d'une coopération sécuritaire entre le Cameroun et la RCA

Lorsque la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) naît le 16 mars 1994 à Ndjamena et entre en vigueur en 1999, nul doute que les intentions des chefs d'État étaient de créer un espace intégré et d'y promouvoir un développement harmonieux entre les principaux acteurs. La logique de l'intégration sous régionale reposait sur le démantèlement des barrières douanières, la promotion de la libre circulation des biens et des personnes et le développement d'un espace économique intégré. Il s'agit, au point de vue géostratégique, de passer de la logique géopolitique des frontières à l'implémentation des frontières interfaces. Si les contraintes politiques, diplomatiques et économiques minent toujours les belles intentions nées à Ndjamena en 1994, il faut relever qu'à ces contraintes viennent se superposer des barrières criminelles à la suite de la déliquescence de l'instabilité persistante. Devenus des « États minimalistes » (Sommeiller, 2018), le Cameroun, la RCA et le Tchad ont longtemps été absents à leurs frontières pour les uns et d'autres peinent à territorialiser leurs espaces frontaliers. La deuxième partie de ce travail analyse les implications des groupes politico-militaires et des bandes militaro-criminelles sur les marchés frontaliers d'une part, et la nécessité de construction d'une coopération sécuritaire entre le Cameroun et la RCA, d'autre part.

Les implications des groupes politico-militaires et des bandes militaro-criminelles sur les marchés frontaliers aux confins du Cameroun et de la RCA

L'entrepreneuriat criminel, structuré aux confins du Cameroun, du Tchad et de la RCA, est devenu, à la faveur de plusieurs turbulences politico-militaires, un défi majeur pour la libre circulation transfrontalière des hommes et des biens. La militarisation du banditisme transfrontalier par l'entremise de la divagation des bandes rebelles dans les espaces désétatisés centrafricains fait peser, sur les marges territoriales du Cameroun, de grands risques d'instabilité. Perçue au départ par les autorités camerounaises comme un phénomène marginal, la criminalité transfrontalière – du fait de sa militarisation, de sa régionalisation et de sa professionnalisation – constitue désormais un problème de défense nationale. La déliquescence de l'État Centrafricain à la faveur des multiples coups d'État et l'insuffisance du maillage militaire adéquat des espaces frontaliers du Cameroun ont créé des zones grises où se développe une économie de prédation. À cet effet, Andria Ricardi relevait qu' : « il existe des zones entières plongées dans la misère par la violence de l'économie. Elles peuvent engendrer un grand désespoir, rien ne pouvant conforter l'espoir d'un avenir meilleur pour soi ou du moins pour les enfants » (Ricardi, 2004 : p15). L'espoir que

²⁰*Bonder regions, border spaces, cross border regions* sont définis comme des aires, dans lesquelles, une frontière est présente, ayant de fortes interactions économiques, sociales, mais aussi des traditions historiques et culturelles communes. À lire sur la question prescott, 1987 et Kolossov et Turovsky, 1997.

représentaient les routes du commerce transfrontalier et les marchés frontaliers sont, désormais, perturbés lorsqu'ils ne sont pas disparus sous la pression des groupes politico-militaires et des bandes militaro-criminelles. Dans l'une de ses réflexions, Nteanjemnigni Yaya montrait que la pression criminelle sur les bergers et les commerçants transfrontaliers a abouti à la déstructuration de l'économie périphérique dont la disparition des marchés frontaliers pour les uns (Garga-Pella, Diel et Komdo-Laka) et la baisse du volume d'activité d'échanges pour les autres (Ngaoui et Djohong) constituent une variable explicative de l'implication des bandes armées sur la modulation des plates-formes d'échanges régionaux (Nteanjemnigni Yaya, 2019 :p.256). Les marchés frontaliers situés aux confins de l'Adamaoua à l'instar de Ouandadéré, Moni, Ngaoui, Ourasso, Diel, Yamba, Mbaïboum et Kenzou sont victimes de la persistance des attaques des bandes armées et des « coupeurs de route ». La dégradation continue de l'environnement sécuritaire due à la faible représentation de l'État sur ses marges territoriales affecte considérablement, non seulement les activités transnationales d'échanges mais également la stabilité des villages et l'activité d'élevage. La poursuite des bergers en fuite de la Centrafrique en territoire camerounais par des bandes criminelles et des rebelles de l'ex-anti-balakaa conduit au déguerpissement des populations dans des localités des régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Est. Dans le cas de l'Adamaoua, les implications de la crise centrafricaine sur la stabilité des frontières du Cameroun sont désastreuses. En dehors des kidnappings avec exigence de rançon, le phénomène du banditisme rural transfrontalier a poussées populations à abandonner leurs villages. Le déguerpissement des dites populations porte un coup à la dynamique d'intégration régionale en Afrique centrale. En effet, à la suite de l'enlèvement d'Alhadj Bakari Maayo et de son assassinat par les malfrats, ses enfants et toute la population ont abandonné le village de Mayo Kaka. À Martap dans le département de la Vina, les villages Bali Issa, Hoore Minime, Mayo Minime (Mal Saïdou et El. Hamadama) et Mbali Haalewo ont entièrement été abandonné du fait de la pression des bandes criminelles. Le tableau ci-après donne un aperçu sur l'instabilité des villages et des campements bororo due à la criminalité transfrontalière entre le Cameroun et la RCA.

Tableau 2 : quelques localités abandonnées par les populations du fait des prises d'otages entre 2017 et 2019 dans le département de la Vina

Arrondissements	Nombre de ménages déplacés	Nombre de personnes affectées	Nombre de bêtes décimées	Nombre d'écoles fermées
Martap	243	2346	2405	08
Nyambaka	138	913	2824	05
Ngan-ha	70	721	799	06
Belel	26		1000	-
Ngaoundéré 1 ^{er} , 2 ^{ème} et 3 ^{ème}	08	36	458	-
Total	485	4016	7486	19

Sources : rapport APESS et enquête de terrain

L'enquête non exhaustive sur le phénomène de prise d'otages avec exigence de rançon révèle l'ampleur des dégâts orchestrés par le banditisme rural transfrontalier dans la région de l'Adamaoua. Au total, l'on relève 485 ménages déplacés dans le seul département de la Vina, 4016 personnes affectées et déplacées, 7486 bêtes décimées et 19 écoles publiques primaires complètement fermées. En outre, les couloirs de transhumance entre le Cameroun et la RCA sont obstrués par des bandes rebelles et des organisations criminelles transfrontalières. De ce fait, l'intégration sous régionale,

amorcée « par le bas » c'est-à-dire entre les populations frontalières et les « peuples traits d'union », a pris un sérieux coup du fait de l'errance des groupes politico-militaires. Le déguerpissement des villages, l'abandon des marchés frontaliers et la désertion des élèves dans les écoles montrent à quel point le phénomène de la criminalité transfrontalière organisée impacte négativement la dynamique d'intégration sous régionale. La situation n'est guère reluisante dans la région du Nord qui partage avec la Centrafrique et la Tchad une frontière internationale dans le département de Mayo-Rey. L'emprise des bandes criminelles militarisées sur l'économie pastorale a provoqué, non seulement un déplacement massif des populations, mais aussi la fuite des bergers avec des millions de têtes de troupeaux de bœufs vers le Nigéria, le Tchad et le Soudan. Les villages à l'instar de Walewol Siwol, Lammounguel, Tokormaye, Yadia, Djourdé et Bamboro sont en ruine du fait des attaques persistantes des preneurs d'otages²¹. Par-delà l'abandon des villages, le kidnapping des personnes avec exigence de rançon et la fermeture des écoles dans les localités frontalières du Cameroun et de la Centrafrique, la persistance de la criminalité transfrontalière pousse également les pasteurs bororo à migrer avec leur bétail vers des écosystèmes politiques cléments en matière de sécurité. Ainsi se rend-on compte qu'entre 2013 et 2021, plus de deux millions de têtes de bœufs ont migré du Cameroun vers le Nigéria²². En dépeuplant les espaces pastoraux et en les paupérisant, la criminalité transfrontalière organisée devient une menace contre la sécurité nationale et nécessite par voie de conséquence une redéfinition et une requalification stratégique de la menace. Outre les attaques des villages et des campements des bororo par des bandes criminelles, certaines localités du Cameroun sont devenues des lieux-refuges des éléments de la rébellion centrafricaine. L'enquête de terrain montre que certains éléments de 3R et du FDPC, opérants dans le département de la Nana Mambéré (en RCA) se replient en petits groupes dans les villages camerounais de Bingan, Mbang Mbéré, Ouro Gadji, Guigui, etc. ²³Les éléments de l'ancien anti-balakaa, les soldats « perdus » de la FACA (Forces armées Centrafricaines) et les ex-combattants d'autres groupes rebelles se trouvent dans les sites des réfugiés de Mbogop et Ngam dans le département du Mbéré²⁴. Avec armes et munitions dissimulées, ces ex-combattants se livrent, de temps à autres, aux actes criminels transfrontaliers aux confins du Cameroun et de la RCA²⁵. À Mbaïboum, notamment à Ouro Gadji, Bingan et Mbang Mbéré, frontaliers à la RCA, les absences prolongées de certains réfugiés dans leurs sites d'accueil sont perçues par les populations hôtes comme un séjour dans l'une des factions rebelles de l'autre côté de la frontière²⁶. Outre la dimension militaire de la criminalité transfrontalière, une économie criminelle transfrontalière se régionalise aux confins des États. En effet, les trafiquants de carburant frelaté venu du Nigéria, des pièces détachées des motocyclettes et des véhicules, des médicaments de la contrebande et d'autres produits de première nécessité s'organisent pour ravitailler les groupes politico-militaires et des bandes militaro-criminelles. Ce vaste réseau de trafic illicite destiné au ravitaillement des acteurs de l'entrepreneuriat criminel transfrontalier. Dans les opérations menées conjointement par les populations et les

²¹L'œil du Sahel N°521 du 04 mars 2013.

²²Il s'agit du chiffre cumulé collecté au niveau des différents centres zootechniques et du contrôle sanitaire vétérinaire des régions du Nord et de l'Adamaoua. Ces chiffres restent néanmoins approximatifs et en deçà car l'ampleur des dégâts observés sur le terrain semble plus grave. Les pâturages, autrefois saturés, sont à l'abandon et les champs laissés en friche.

²³Ces informations viennent de la synthèse de l'économie des entretiens réalisés sur le terrain en septembre 2021.

²⁴Archives non classées de la préfecture de Meiganga.

²⁵L'exploitation des archives non classées des prisons de Meiganga et de Ngaoundéré donne des détails sur l'implication de cette catégorie de réfugiés dans l'entrepreneuriat criminel transfrontalier.

²⁶Ces informations nous ont été rapportées par plusieurs interviewés résidents dans ces localités.

FMO, Issa Nassara, l'un des patrons de cette activité macabre, a été rattrapé et brûlé vif avec sa motocyclette par les populations en furie en 2021²⁷. C'est dire que le marché criminel s'organise, aux confins du Cameroun et de la RCA, autour des complicités actives de part et d'autre de la frontière. En effet, si la majorité des preneurs d'otage arrêtés dans l'Adamaoua et dans le Nord sont originaires de la RCA, il se dégage le plus souvent au cours des enquêtes judiciaires que ces bandes terroristes bénéficient des complicités locales. Des saisies d'armes et des munitions sont quotidiennement opérées par le Bataillon d'intervention rapide (BIR) dans la localité de DjaouroFio dans le département du Mbéré (Cameroun). Après les échanges de coups nourris entre le BIR et une bande criminelle opérant à la frontière camerounaise, l'unité d'élite camerounaise avait récupéré, lors du battue, quatre kalachnikovs AK47, plus de 200 munitions de guerre, des chaînes et des cadenas. Dans le parc de la Bénoué, les 4^{ème} et 5^{ème} BIR découvraient, dans la nuit du 4 au 5 décembre 2019, neuf kalachnikovs, 26 boîtes chargeurs, 5 chasubles portes chargeurs, des effets vestimentaires, des téléphones portables et des plaques solaires. L'ensemble des saisies d'armes et des munitions est révélateur de l'ampleur du trafic illicite des matériels militaires dans les confins du Cameroun et de la RCA.

Nécessité d'une coopération sécuritaire entre le Cameroun et la RCA en vue de renforcer l'intégration régionale

En 1998, période de relative accalmie sécuritaire dans la zone de trois frontières Cameroun, Tchad et RCA, Karine Bennafla faisait des marchés frontaliers « des chaînons d'emboîtement de frontières » (Bennafla, 1998). Elle montrait que « le rayonnement erratique des marchés frontaliers ou encore des fluctuations des itinéraires empruntés par les flux attestent la mouvance et la fugacité si caractéristiques du fonctionnement des zones transfrontalières » (*Ibid.*). Ces allégations dénotent, non seulement l'instabilité des zones frontalières, mais aussi la fluctuation des échanges transfrontaliers au gré des conjonctures politico-militaires dans la région. Depuis au moins 2003, l'intégration régionale, par le biais des flux et reflux transfrontaliers au sein des marchés frontaliers, bute sur la prégnance des groupes politico-militaires et des bandes criminelles aux confins du Cameroun et de la RCA. L'entrepreneuriat criminel se positionne, dans la conjoncture géostratégique de l'Afrique Centrale, comme un défi majeur pour l'intégration sous régionale. Avec la fin du monde bipolaire (1991), l'Afrique est entrée dans une ère géopolitique caractérisée par la pluralité d'acteurs nationaux et régionaux qui émergent dans des espaces interterritoriaux au niveau des périphéries nationales. Le monde post-bipolaire, en Afrique, appelle à une nouvelle relecture des approches de la praxis sécuritaire gage de l'intégration régionale. Désormais, la frontière, perçue du point de vue des études classiques comme barrière de séparation, est désormais un cadre d'action d'allégeance périmé. Les menaces nouvelles, portées par les acteurs du « monde multicentré » ou du « monde sub-étatique » (Roseneau, 1990), font de la coopération sécuritaire transfrontalière une nouvelle approche et un levier important de la stabilité des États. Xavier Raufer faisait observer à cet effet que : « les dangers émergents sont flous, incertains et bizarres. [...] dans notre monde désordonné et fragmenté, un État souverain – et voulant le rester – ne peut plus se borner au rétrospectif. Il ne peut plus compter sur les précédents, us et coutumes, règles et protocoles, pour seulement réagir à un quelconque danger, riposter à une quelconque attaque, une fois ceux-ci manifestes ou déclenchés » (Raufer, 2013 : p.155).

Xavier Raufer rejoint la maxime selon laquelle : « gouverner, c'est prévoir »²⁸. Cette capacité de projection des risques et des menaces

fait en sorte que l'État doit indéfiniment renouveler ses paradigmes sécuritaires, stratégiques et diplomatiques. La veille permanente, les circonstances régionales changeantes et les dynamiques internationales en perpétuels mouvements avec un flot de menaces et d'incertitudes interpellent le dirigeant politique à se réinventer et à adapter les instruments de puissance de l'État au gré des tendances stratégiques nouvelles. Dès lors, l'État-stratège, « dans ses relations bilatérales et multilatérales, doit se comporter comme la vigie qui regarde devant elle, discerne dans le brouillage des incertitudes stratégiques, des risques et menaces qui peuvent porter atteinte à sa souveraineté et à ses intérêts névralgiques » (Raufer, 2013 : p.135). La technostucture de laquelle émane les appareils de surveillance et d'actions opérationnelles de l'État vis-à-vis de l'environnement régional incertain a une nouvelle obligation d'agilité, exigeant que l'État soit « constamment averti, et à temps, de ce qui l'avantage ou à l'inverse, le menace réellement » (*Ibid.*). Dans le nouveau monde où les frontières tendent à devenir des ligatures territoriales et des interfaces stratégiques de « fusion » des économies, la coopération sécuritaire devient essentielle dans la construction de la prospérité régionale partagée. Au regard des nouvelles exigences stratégiques élaborées plus haut, les États africains doivent fondre leurs moyens d'action de régulation, non plus exclusivement dans le monopole institutionnalisé de la violence, mais également dans la mutualisation de leurs capacités militaires opérationnelles en vue de promouvoir l'intégration économique régionale. Les confins du Cameroun et de la RCA n'échappent pas à la géopolitique post-bipolaire caractérisée par le brouillage des menaces de déstabilisation, des incertitudes politiques et diplomatiques. Les insécurités prennent désormais une forme hybride en combinant activités criminelles et positionnement politique. Rebelles au régime centrafricain et bandes criminelles pour les autorités camerounaises, les groupes politico-militaires centrafricains présentent un visage qu'on qualifierait d'hybride. Ils mettent à rude épreuve les principes cardinaux de la diplomatie fondés sur la relation de bon voisinage et la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un pays voisin. Dès lors, les forces de défense doivent-elles toujours attendre en territoire camerounais les incursions des groupes rebelles centrafricains en quête des ressources de survie ou doivent-elles créer une zone tampon en territoire centrafricain pour réduire voire endiguer les attaques de plus en plus persistantes ? Ce questionnement intervient au moment où la RCA a perdu les leviers du monopole de la violence légitime sur l'ensemble de son territoire. L'ambivalence entre actes criminels et actes politiques, portée par des groupes politico-militaires et les bandes militaro-criminelles, pose, *in fine*, deux contraintes. La première est d'ordre politique. En tant que rébellions, les groupes politico-militaires posent des actes de violence politique contre un régime « taxé d'illégitime » en RCA. Cette situation amène le Cameroun à adopter une attitude « diplomatique méfiante » sur le plan militaire bien que leurs actions impactent la stabilité socio-économique dans l'Adamaoua, le Nord et l'Est. Cette méfiance diplomatique est d'autant plus justifiée, car les rebelles centrafricains d'aujourd'hui sont les potentiels partenaires du Cameroun de demain dans le cas d'une prise de pouvoir par la force. En outre, la présence du groupe russe Wagner, en RCA depuis la fin d'année 2020, opère une reconfiguration géostratégique du glacis en Afrique Centrale. L'intervention russe du groupe Wagner projette le nouvel échiquier en Afrique Centrale où pourrait s'opérer une certaine rivalité entre la France et la Russie dans les missions stratégiques de formation, d'équipement et d'entraînement des forces armées centrafricaines. Par-delà les contraintes soulevées et pesant aujourd'hui sur la coopération sécuritaire entre le Cameroun et la RCA, les autorités camerounaises ont réorienté leur cadre d'action opérationnelle au sein des missions internationales de maintien de la paix et de la sécurisation de la République Centrafricaine. Le cadre multilatéral de la coopération remplace l'action bilatérale que l'on observait depuis

²⁷L'informateur a requis l'anonymat.

²⁸La maxime a été dite par le journaliste Émile de Girardin au XIX^{ème} siècle. C'est une jolie maxime dans laquelle le mot décisif est prévenir.

2006 entre le Bataillon d'intervention rapide (BIR) du Cameroun et l'Office central de répression du banditisme (OCRB) centrafricain dans la lutte contre la criminalité transfrontalière. La réorientation de l'action stratégique et sécuritaire du Cameroun en contexte de régionalisation des menaces épouse la configuration actuelle des insécurités trans-territoriales et des contraintes géopolitiques liées aux principes de la diplomatie de bon voisinage. Ainsi, le Cameroun a participé aux douze missions des opérations²⁹ de la paix engagées en RCA depuis 1997. La contribution du Cameroun s'inscrit à la fois sur la doctrine de la non-ingérence dans les affaires internes de la RCA, celle de la construction d'une solidarité de proximité et l'édification d'un esprit de corps régional. Mais du point de vue géostratégique, l'action des soldats de la paix du Cameroun peut aussi être perçue sous l'angle de l'interdépendance du fait de son appartenance à un même complexe sécuritaire. C'est la raison pour laquelle les soldats camerounais engagés dans les missions internationales de maintien de la paix et de la sécurité se déploient sur le corridor Garoua-Boulai/Bangui. Les troupes camerounaises de la MINUSCA forment désormais une ceinture sécuritaire tout au long de la frontière pour endiguer la récurrence des attaques en territoire national. Au 31 janvier 2015, le Cameroun avait déployé 994 soldats et la MINUSCA était placée sous le commandement du général Tumenta. Aussi, la proximité des zones de conflits centrafricains impose aux États voisins et notamment au Cameroun une implication décisive en vue d'endiguer la portée de la crise tout en la circonscrivant dans son foyer initial. D'où l'usage de la doctrine *capstone* qui souligne « qu'il est rare que les problèmes dans un État puissent être traités isolément sans implication de ses voisins » (Simon Handy et Luntumbue, 2020). C'est donc dans l'esprit de protéger son intégrité territoriale, ses intérêts nationaux et la promotion des relations de bon voisinage que le Cameroun s'est engagé dans les missions internationales des opérations de la paix en RCA. L'implication des autorités camerounaises dans la recherche de la paix et de la stabilité politique, en RCA, à travers les accords de Brazzaville et de Libreville rentre dans l'effort régional de la coopération sécuritaire.

CONCLUSION

Au demeurant, l'intégration sous régionale et régionale constituent une question transversale. Elles permettent l'intropection d'une pluralité de facteurs parmi lesquels s'inscrit le phénomène de la criminalité transfrontalière. La réflexion, ici menée, avait pour principal sous-bassement stratégique celui de mettre en corrélation les implications des groupes politico-militaires de la RCA et des bandes criminelles transnationales dans la dynamique de la construction de l'intégration régionale en Afrique Centrale. Devenus acteurs de plus en plus importants aux confins du Cameroun et de la RCA, les groupes politico-militaires et les organisations criminelles transfrontalières jouent désormais un rôle important dans l'effritement du socle de la souveraineté des États. La déliquescence ou la faillite de l'État centrafricain, à partir de 2013, a jeté, dans le complexe stratégique de l'Afrique centrale, un flot d'acteurs dissidents, des menaces brouillées et d'incertitudes politiques. Ainsi, les dix-sept groupes politico-militaires, porteurs d'armes et acteurs souverains sur des pans entiers du territoire national centrafricains d'une part, et « ex-libérateurs », soldats démobilisés et désertés de la FACA, d'autre part, ont transformé la périphérie du Cameroun et de la RCA en zones de prédation. Eu égard à la professionnalisation du crime

et à la régionalisation des insécurités nées de la faillite de l'État centrafricain, la nécessité d'une réorientation et d'une réadaptation des outils diplomatiques de la coopération et de l'intégration régionale s'impose aux autorités camerounaises. Cependant, deux déterminants stratégiques rendent inopérant, sur le plan militaire, la logique bilatérale de construction de l'intégration régionale entre le Cameroun et la RCA. Il s'agit de l'ambivalence ou du régime hybride des groupes politico-militaires oscillant entre acteurs politiques et organisations criminelles, d'une part, et de l'intervention du groupe russe Wagner dans le conflit centrafricain. Ces deux contraintes ont amené les autorités camerounaises à réorienter leur coopération militaire avec la RCA, dans le cadre multilatéral à travers les missions de paix de l'Union Africaine et onusiennes.

REFERENCES

- Badie, B. (1998). « De la souveraineté à la capacité de l'État », dans, Marie-Claude Smouts, *Le retournement du monde ; sociologie de la scène internationale*, Paris, Presses de sciences po.
- Balibar, E. (2005). *Europe contribution frontalière*, Bègles, éditions du Passant.
- Bennafla, K. (1998). « Mbaïboum : un marché au carrefour de frontières multiples », dans, J., Egg et J., Errera (dirs.), *Échanges transfrontaliers et intégration régionale en Afrique subsaharienne*, Cahiers des Sciences Humaines, Nouvelle série, numéro 6, Éditions de l'Aube, ORSTOM, pp. 53-73.
- Debarbieux, B. (2009). « Territoire-territorialité-territorialisation : aujourd'hui encore, et bien moins que demain », dans, M. Vanier (ed.), *Territoire-territorialité-territorialisation. Controverses et perspectives*, Rennes, PUR, pp. 75-89.
- Debos, M. (2013). *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, Paris, Karthala.
- Didier A. L. et J. L. Marret, (2021). *États échoués, mégapoles anarchiques*, Paris, PUF.
- Durant, F. (2014). « Réflexion sur la production des espaces transfrontaliers », Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER) Working paper n°2014-09 Series, pp.1-36.
- Jackson, R. (1990). *Quasi-states: sovereignty, International Relations, and the third world*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Kolossov V. et al. (2012). *Euborderscapes : state of the debate report 1*, Euborderscapes FP7 project.
- Laroche J. (1998). *Politique internationale*, Paris, LGDJ.
- Lundquist K. J., et M. Trippi. (2009). *Towards cross-border innovation spaces. A theoretical analysis and empirical comparison of the Oresund region and the Centropo area*, SRE-Discussion Paper 05, Vienna.
- Mahamat Ahmed Kotoko, (2020). *La défense populaire au Cameroun. Comprendre un concept*, Paris, L'Harmattan.
- Michailof, S. (2011). « Comment sortir de l'ornière les pays « faillis » ? Printemps, n°2011/1, pp. 31-43.
- Nteanjemgnigni Yaya, (2019). « L'impact de la criminalité transfrontalière entre le Cameroun et la RCA sur les marchés situés aux confins de l'Adamaoua (Cameroun) », dans, Idrissou Alioum et Alawadi Zelao (dirs.), *Le Cameroun septentrional contemporain. Figures, Sociétés et Jeux de Développement*, Yaoundé, Dinimber&Larimber, 2^{ème} édition, p. 243-268.
- Nye S.J., et R. Keohane, (dir.), (1971). *Transnational Relations and world politics*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press.
- Raufe, X. (2013). *Géopolitique de la mondialisation criminelle. La face obscure de la mondialisation*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Ricardi, A. (2004). *La paix préventive*, Paris, Salvador.
- Roseneau J. (1990). *Turbulances in world politics: A theory of change and continuity*, Princeton, Princeton University Press.

²⁹De 1997 à 2014, la République Centrafricaine a reçu douze missions internationales des opérations de la paix. Les plus importantes de ces missions internationales de la paix sont entre autres la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations-Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) ; la Mission des Nations-Unies en RCA (MINURCA) ; la Mission des Nations-Unies en RCA et Tchad (MINURCAT) ; MICOPAX ; MISCA, etc.

- Saïbou Issa, (2004). « L'embuscade sur les routes des abords sud du lac Tchad », Politique africaine 2004/2 n°94, pp. 82-104.
- Saïbou Issa, (2006). « La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad : une nouvelle modalité du banditisme transfrontalier », Polis/R.C.S.P/C.P.S.R, vol.8, n° 1&2, pp.119-146.
- Saïbou Issa, (2014). « En guise d'introduction : des effluves au théâtre d'opérations, une région en récession », dans, Saïbou Issa (dir.), Effets économiques et sociaux des attaques de BokoHaram dans l'Extrême-Nord du Cameroun, Kaliao, Revue pluridisciplinaire de l'Ecole Normale Supérieure de Maroua, série Lettres et Sciences Humaines, pp. 7-12.
- Samy Cohen, (2005). « Les États face aux nouveaux acteurs », Politique internationale, n°107, pp.409-424.
- Simon Handy P. et M. Luntumbue,(2020). « L'implication des pays riverains d'un État hôte dans les opérations de paix onusiennes », Observatoire Boutros-Ghali du Maintien de la paix, pp. 1-21.
- Sommeiller, E. (2018). « Un État social minimaliste », Chronique Internationale l'IRE, n°164, pp. 72-85.
- Vircoulon, T.(2000). « Écosystème des groupes armés en Centrafrique », Notes de l'IFRI, IFRI, pp.1-36.
